

Trois textes concernant la question de l'enseignement, proposés par l'Institut de démobilisation à l'attention des enseignants et des recteurs d'académie, lors de la rentrée de septembre 2009.

I.

« Je ne cesse de le répéter depuis deux ans : nous, les Entrepreneurs, nous pouvons être à ce siècle encore tout jeune, ce que les instituteurs ont été à notre III^e République. L'école était chargée de former le citoyen, c'est à l'entreprise aujourd'hui de lui apprendre le nouveau monde. Les instituteurs étaient les messagers de l'universel républicain, les entrepreneurs sont aujourd'hui les porteurs de la diversité de la mondialisation. Les instituteurs détenaient la clé de la promotion populaire. Nous, les entrepreneurs, nous sommes les moteurs de l'ascension sociale. Comme eux, nous devons contribuer à rendre le monde lisible. »

—

**Laurence Parisot, lors de son élection à la tête du MEDEF, le 5 juillet 2005.
(Cité par Christian Laval, sur le site de l'APSES, <http://www.apses.org>)**

II.

« L'enseignement secondaire donne un admirable exemple, fait un admirable effort pour maintenir, pour (sauve)garder, pour défendre contre l'envahissement de la barbarie cette culture antique, cette culture classique dont il avait le dépôt, dont il garde envers et contre tout la tradition. C'est un spectacle admirable que (celui que) donnent tant de professeurs de l'enseignement secondaire, pauvres, petites gens, petits fonctionnaires, exposés à tout, sacrifiant tout, luttant contre tout, résistant à tout pour défendre leurs classes. Luttant contre tous les pouvoirs, les autorités temporelles, les puissances constituées. Contre les familles, ces électeurs, contre l'opinion ; contre le proviseur, qui suit les familles, qui suivent l'opinion ; contre les parents d'élèves ; contre le proviseur, le censeur, l'inspecteur d'Académie, le recteur de l'Académie, l'inspecteur général, le directeur de l'enseignement secondaire, le ministre, les députés, toute la machine, toute la hiérarchie, contre les hommes politiques, contre leur avenir, contre leur carrière, contre leur (propre) avancement ; littéralement contre leur pain. Contre leurs chefs, contre leurs maîtres, contre l'administration, la grande Administration, contre leurs supérieurs hiérarchiques, contre leurs défenseurs naturels, contre ceux qui devraient naturellement les défendre. Et qui les abandonnent au contraire. Quand ils ne les trahissent pas. Contre tous leurs propres intérêts. Contre tout le gouvernement, notamment contre le plus redoutable de tous, contre le gouvernement de l'opinion, qui partout est toute moderne. Pourquoi. Par une indestructible probité. Par une indestructible piété. Par un invincible, un insurmontable attachement de race et de liberté à leur métier, à leur office, à leur ministère, à leur vieille vertu, à leur fonction sociale, à un vieux civisme classique et français. Par un inébranlable attachement à la vieille culture, qui en effet était la vieille vertu, qui était tout un avec la vieille vertu, par une continuation, par une sorte d'héroïque attachement au vieux métier, au vieux pays, au vieux lycée. Pour quoi. Pour tâcher d'en sauver un peu. C'est par eux, par un certain nombre de maîtres de l'enseignement secondaire, par un assez grand nombre encore heureusement, que toute culture n'a point encore disparu de ce pays. Je connais, je pourrais citer moi

tout seul, moi tout petit cent cinquante professeurs de l'enseignement secondaire qui font tout, qui risquent tout, qui bravent tout, même et surtout l'ennui, le plus grand risque, la petite fin de carrière, pour maintenir, pour sauver tout ce qui peut encore être sauvé. [...]

Je citerais cent cinquante professeurs de l'enseignement secondaire qui font tout ce qu'ils peuvent, et même plus, pour essayer seulement de sauvegarder un peu, dans ce vieux pays, un peu de bon goût, un peu des anciennes mœurs de l'esprit, un peu de ce vieil esprit de la liberté de l'esprit. »

—

Ch. Péguy, « Notre Jeunesse »
[douzième cahier de la onzième série],
12 juillet 1910,
Œuvres en prose, t. II, Coll. Pléiade, p. 528-529.

III.

« Ainsi l'enfant, objet de l'éducation, se présente à l'éducateur sous un double aspect : il est nouveau dans un monde qui lui est étranger, et il est en devenir ; il est un nouvel être humain et il est en train de devenir un être humain. Ce double aspect ne va absolument pas de soi et ne s'applique pas aux formes animales de la vie ; il correspond à un double mode de relations, d'une part la relation au monde et d'autre part la relation à la vie. L'enfant partage cet état de devenir avec tous les êtres vivants ; si l'on considère la vie et son évolution, l'enfant est un être humain en devenir, tout comme le chaton est un chat en devenir. Mais l'enfant n'est nouveau que par rapport à un monde qui existait avant lui, qui continuera après sa mort et dans lequel il doit passer sa vie. Si l'enfant n'était pas un nouveau venu dans ce monde des hommes, mais seulement une créature vivante pas encore achevée, l'éducation ne serait qu'une des fonctions de la vie et n'aurait pas d'autre but que d'assurer la subsistance et d'apprendre à se débrouiller dans la vie, ce que tous les animaux font pour leurs petits.

Cependant, avec la conception et la naissance, les parents n'ont pas seulement donné la vie à leurs enfants ; ils les ont en même temps introduits dans un monde. En les éduquant, ils assument la responsabilité de la vie et du développement de l'enfant, mais aussi celle de la continuité du monde. Ces deux responsabilités ne coïncident aucunement et peuvent même entrer en conflit. En un certain sens, cette responsabilité du développement de l'enfant va contre le monde : l'enfant a besoin d'être tout particulièrement protégé et soigné pour éviter que le monde puisse le détruire. Mais ce monde aussi a besoin d'une protection qui l'empêche d'être dévasté et détruit par la vague des nouveaux venus qui déferle sur lui à chaque génération. »

—

H. Arendt, « La Crise de l'éducation », *La Crise de la culture.*

Remarques.

L'Institut de démobilisation décide, en ce début de septembre 2009, la diffusion des trois textes qui précèdent. Ils circuleront dans les écoles, les abords d'écoles, les couloirs d'école, l'institution des écoles. A chacun des trente recteurs de France, ils seront personnellement adressés. L'Institut de démobilisation compte sur les enseignants pour participer à la diffusion de ces trois textes autour d'eux. Dans le premier, on lit une déclaration de Mme Parisot. Dans le second, celui de Péguy, on lit quelque chose concernant l'institution. On lit que la tâche des enseignants a à se faire *contre* l'institution ou *malgré* elle ; que la tâche des enseignants est l'enseignement, mais que cette tâche ne peut s'appuyer, s'accouder, sur son institution, puisqu'au contraire celle-ci sera toujours un obstacle, une entrave, à l'enseignement.

Or il n'est pas mauvais que l'enseignant sache pour qui il travaille, contre qui il travaille, et malgré qui. Rares sont les professions où l'employé ne travaille pas pour l'employeur, dans l'intérêt de l'employeur, plus rares encore celles où il travaille contre lui. L'enseignant comprend qu'il exerce une telle profession. Il a la difficulté, la chance rare, de ne pas travailler pour qui l'emploi et le paie. Il travaille pour les élèves et pour le savoir. Dès lors, se battre contre les rectorats, contre le ministre, se battre contre les circulaires et contre les pédagogies modernisées, se battre contre les formateurs IUFM (et ceux qui les suivront), contre les TICE, contre les directeurs d'IUFM (et ceux qui les suivront), se battre contre les inspecteurs généraux et d'académie, se battre contre les pédagogues, cela fait partie *aussi* de sa tâche. L'enseignant comprend que l'institution n'est pas ce qui le protège, qu'elle est ce qui le menace — qu'elle n'est pas ce qui permet à sa tâche de se faire, qu'elle est ce qui la menace constamment d'être empêchée — mais que *cela* fait partie de la tâche même qu'il a acceptée en devenant enseignant, en entrant dans l'institution, et que c'est son devoir : combattre, chaque jour, sa propre institution, se protéger d'elle, pour pouvoir faire son travail véritable, pour permettre à sa tâche véritable — enseigner — de se faire, d'avoir *lieu*. Pour un enseignant, entrer dans l'institution, c'est accepter — en plus de l'enseignement — de lutter chaque jour contre l'institution pour l'enseignement, et pour l'enseignement contre l'institution.

Et l'enseignant comprend, alors, qu'il faut cesser de se scandaliser de l'attitude des recteurs et des ministres et qu'il faut soutenir cette phrase paradoxale : que l'institution est ce qui permet et ce qui empêche toujours l'enseignement d'avoir lieu, que les rectorats sont — malgré leurs discours — l'ennemi premier, l'ennemi intime, de l'enseignement¹. Comme tel, un

¹ C'est à dessein que dans ce partage, entre recteurs et enseignants, nous taisons le nom des proviseurs. Les réformes récentes (par exemple LOLF) les font passer en nombre du côté de

enseignant, en plus de sa tâche d'enseignement, aura toujours celle — parallèle — de se prémunir de l'institution, de défendre l'enseignement contre sa propre institution, de protéger l'enseignement contre les coups portés sur lui par l'institution. L'honnêteté voudrait que les IUFM forment les enseignants à leur métier total, lequel est double : 1°) l'enseignement (qui lui-même, comme le rappelle le texte n°3, a deux directions : l'élève et le savoir) ; 2°) mais aussi la sauvegarde de l'enseignement contre ce qui le menace (les marchands, comme le rappelle le texte n°1, et aussi l'institution elle-même, comme le rappelle le texte n°2). Beaucoup d'enseignants croient encore que la défense de l'enseignement serait assurée naturellement par l'institution (les proviseurs, les inspecteurs, les recteurs, etc.) et qu'eux n'auraient en charge que l'enseignement. C'est une erreur. La défense de l'enseignement est l'affaire, est le fardeau, de l'enseignant — en plus de l'enseignement lui-même. Car rien, personne, ne peut, de l'extérieur (marchands, politiques), *défendre* l'enseignement. Rien ne peut défendre l'enseignement que l'enseignant — et c'est *aussi* sa tâche, en plus de l'autre : enseigner, que de faire chaque jour cette défense de l'enseignement.

Le troisième texte est d'Hannah Arendt : si, pour l'enseignant, l'institution est obstacle, seuls ne comptent plus que les élèves et le savoir. Qu'on ne croie pas pour autant, dans ce siècle, que la tâche d'enseignement de l'enseignant aurait une direction unique et s'épuiserait dans ce que celui-ci doit à l'élève. L'enseignant se doit aussi au « monde » — c'est-à-dire au savoir, à l'histoire, aux œuvres, etc., et tout cela y compris *contre* l'enfant. Ce qu'on oublie — ce que voudrait rappeler, la présence, dernière, du texte d'Hannah Arendt. Car dans tous les IUFM et dans ce qui les suivra, les pédagogues répètent et répèteront — dans l'ignorance totale du « monde », de ce que veut dire « monde » — que l'élève est au centre du système éducatif. Ils ne donnent donc de la tâche d'enseignement que la moitié. De la tâche totale, il ne donne donc qu'un tiers — un très faible tiers. Ils amputent des deux tiers de son corps le corps de l'enseignant. Ils répètent : enfant. L'enseignant répond : enfant, politique, monde — les trois tenus ensemble.

* * *

Ainsi clarifiées, les choses iront bien meilleur train. On cessera de s'étonner de ce que M. le Recteur supprime des postes, des écoles, des filières, des classes, des matières, des heures... On cessera de s'étonner que le métier du Recteur soit d'instituer l'institution, y compris contre l'enseignement. On se saisira des moyens pour l'en empêcher. Les grèves mensuelles et ponctuelles ont fait leur temps. Une fois clarifiées les positions, la lutte enfin gagne en force : la grève véritable (celle qui sait *obliger*, celle qui sait plier l'adversaire et

l'Institution. Mais certains, très rares, ont le courage de ne pas renier l'enseignement. Le cas des proviseurs ne peut (encore) être tranché. Il est possible que ces textes, d'ailleurs, s'adressent *d'abord* à eux, s'adressent *essentiellement* à eux, et qu'ils en veuillent à leur courage, à une très ancienne forme de courage.

renverser toute situation) peut revenir. Car, la grève est *aussi* le métier de l'enseignant. Cette phrase que ses contempteurs ou ennemis voudraient prononcer avec esprit, avec fiel, avec ironie, avec mépris, avec sarcasme, avec méchanceté, contre lui, l'enseignant la prend sur lui, pour lui, avec force, avec espérance, avec joie : oui, en plus de l'enseignement qui est la tâche qu'il accomplit *pour* ses élèves et *pour* le « monde », l'enseignant accomplit cette autre tâche, à l'égard cette fois de son institution, contre elle et pour elle : cette tâche est la grève et le requiert avec autant d'ardeur que la première tâche qui, sans elle, n'aurait pas de lieu pour se faire, serait empêchée de se faire. La grève est le devoir que l'enseignant doit à l'enseignement, à la possibilité de l'enseignement.

Et de même, donc, que les enseignants doivent cesser de s'étonner que les recteurs prennent des décisions contre l'enseignement, contre eux-mêmes, contre les élèves, contre le savoir, contre le « monde », de même il faut que les recteurs, il faut que les ministres cessent, de l'autre côté, de s'étonner que les enseignants fassent grève et fassent grève contre eux. Puisque faire grève est aussi leur métier. Puisque faire grève est aussi, autant, leur devoir, même contre leur pain, même contre tous leurs propres intérêts. On n'enseigne pas sans en même temps, toujours, s'engager à défendre l'enseignement, *toujours*.

Dans ce combat, nous, Institut de démobilisation, mettrons toutes nos forces du côté de l'enseignement. C'est pour le faire savoir aux enseignants, c'est pour le faire savoir aux recteurs, c'est pour le dire aux proviseurs, dans la plus grande clarté, dans la plus grande simplicité, dans la plus grande détermination requise par les actions à venir, que nous décidons, aujourd'hui, 5 septembre 2009, la mise en circulation massive de ces trois textes.

—

Institut de démobilisation
Septembre 2009
<http://i2d.blog-libre.net>
i2d@no-log.org